Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Actualités OFS

16 Culture, médias, société de l'information, sport

Neuchâtel, mai 2022

Enquête sur l'utilisation d'Internet 2021

Désinformation en ligne – perceptions et actions

Le risque de la désinformation en ligne pour le fonctionnement des sociétés démocratiques est largement reconnu. Alors que la Suisse fait partie des pays les plus avancés dans la transformation numérique et la diffusion des usages d'Internet[1], la proportion de la population déclarant avoir été exposée à des informations ou des contenus faux ou douteux, sur les réseaux sociaux ou des sites d'information, est paradoxalement inférieure à celle des pays européens les plus avancés. Cet «Actualités OFS» fait un premier état des lieux à partir de données d'enquête de 2021.

1. Problématique

Internet est devenu une infrastructure de communication essentielle et joue un rôle central pour l'information et la formation de l'opinion publique. Le risque que représente la désinformation[2] en ligne pour le fonctionnement des sociétés démocratiques est reconnu depuis quelques années. Il est devenu encore plus visible dans le contexte de la pandémie du Covid-19.

Au niveau européen, l'Union européenne (UE) appelle depuis plusieurs années à améliorer la prise de conscience auprès de la population et à analyser les mécanismes de diffusion et d'amplification à l'œuvre sur les réseaux sociaux. La lutte contre la désinformation constitue un des piliers du plan d'action pour la démocratie de la Commission européenne[3].

En Suisse, TA-Swiss – fondation pour l'évaluation des choix technologiques – a publié les résultats du projet «Numérisation et démocratie»[4] tandis que l'Office fédéral de la communication (OFCOM), par son rapport sur les intermédiaires et plateformes de communication, pose les termes du débat sur la réglementation de leurs activités[5].

I. Enquête Omnibus TIC
Cette enquête est réalisée en Suisse tous les deux ans auprès de 3000 ménages et individus de la population résidante permanente âgée de 15 à 88 ans. Les principaux résultats sont publiés en ligne sous forme de cubes de données interactives ainsi que dans les indicateurs de la société de l'information: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 16 – Culture, médias, société de l'information, sport → Société de l'information

[1] Indicateurs de la société de l'information, OFS: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 16 – Culture, médias, société de l'information, sport → Société de l'information

[2] Le terme de désinformation est utilisé ici dans un sens général, sans faire de distinction selon l'intentionnalité ou non de la diffusion de contenus fallacieux sur Internet. Comme dans l'enquête elle-même, l'usage du terme «fake news» est évité, à la fois trop vague et trop lié au contexte des États-Unis.

[3] Commission européenne, *Plan d'action pour la démocratie européenne* (2020): www.ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/new-push-european-democracy/european-democracy-action-plan_fr
Concernant la régulation des plateformes, le «*Digital Services Act*» (DSA) a été adoptée par le Parlement européen le 20 janvier 2022.

[4] TA-Swiss, *La démocratie à la croisée de la numérisation. Synthèse du projet «Numérisation et démocratie»*. Berne 2021: www.zenodo.org/api/files/6c-4d2a5d-5a13-4b1f-86fd-f42de46cb488/KF%20Digitalisierung%20und%20Demokratie%2021%20fr%20web%20v2.pdf

[5] Office fédéral de la communication (OFCOM), *Intermédiaires et plateformes de communication. Effets sur la communication publique et approches de gouvernances*, 17 novembre 2021: www.ofcom.admin.ch → Numérisation et internet → Communication numérique → Intermédiaires et plateformes de communication

Quatre questions de l'enquête Omnibus sur l'utilisation d'Internet réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS) permettent de placer quelques jalons[6]. Il est important de souligner d'emblée les limites de cette étude. Les réponses des internautes ne permettent pas d'établir une mesure de l'exposition réelle à des contenus problématiques. Il s'agit d'une approche **subjective** de la perception des internautes. Leurs réponses dépendent étroitement non seulement de leurs usages personnels d'Internet mais également de leur prise de conscience de l'existence de tels contenus. Il existe par conséquent une certaine ambiguïté au niveau de l'interprétation des résultats. Il faut que ces derniers soient concordants pour qu'on obtienne un reflet de la réalité, mais cette dernière reste difficile à cerner avec précision.

La présente publication met l'accent sur deux éléments centraux. En premier lieu, l'analyse porte sur la **perception** de l'internaute. Selon ses caractéristiques sociodémographiques et son usage d'Internet, quel internaute déclare avoir été confronté à de la désinformation?

En second lieu, la **réaction** de l'internaute face à cette information douteuse est sondée. Contrôle-t-il l'information? Le fait-il de manière efficace? S'il ne le fait pas, pour quelles raisons?

Les questions posées dans l'enquête fournissent ainsi une mesure subjective de l'exposition au risque de désinformation. À la présentation des résultats pour la population en Suisse sont associées quelques comparaisons internationales, qui offrent une contextualisation et enrichissent l'appréciation de la situation dans notre pays.

2. Perception des internautes

La première question porte sur le fait d'avoir vu des informations ou des contenus ayant paru faux ou douteux. Elle mentionne explicitement les sites d'information et les réseaux sociaux: «*Au cours des trois derniers mois, avez-vous vu, sur des sites d'information ou sur les réseaux sociaux, des informations ou des contenus, vidéos, images ou textes, qui vous ont semblé faux ou douteux?*».

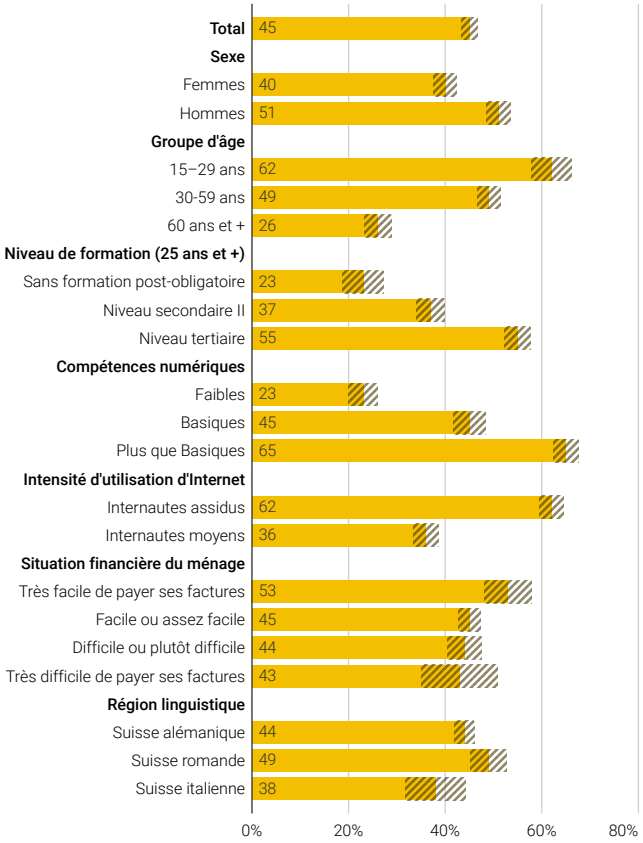
En préambule, il faut préciser qu'en 2021, une grande majorité de la population en Suisse est active sur les **réseaux sociaux** (62%), consulte les **nouvelles en ligne** (75%) et utilise des applications de **messagerie instantanée** (85%). Globalement, le risque d'exposition à des contenus faux ou douteux concerne donc au moins les deux tiers de la population dans son ensemble. Parmi les jeunes générations (15–29 ans), 9 personnes sur 10 y sont de facto potentiellement exposées[7].

Près de la moitié de la population (45%) affirme avoir vu des informations douteuses sur des sites d'information ou sur les réseaux sociaux. Cette proportion, qui dépend autant de la quantité de tels contenus en circulation sur les réseaux que de la capacité de la population à repérer ces contenus problématiques, représente 3,2 millions de personnes. Sachant que 5% de la population n'utilise pas Internet, cela signifie aussi, à l'inverse, que 50% de la population estime ne pas avoir vu de tels contenus en ligne.

L'analyse des caractéristiques sociodémographiques des internautes face à la désinformation en général[8] montre des différences significatives selon le sexe, l'âge, le niveau de formation, la situation financière, le niveau de compétences numériques et l'intensité d'utilisation.

Avoir vu des informations/contenus faux ou douteux, en 2021

En % de la population[1] **G 1**



Intervalle de confiance (95%)

[1] Population des personnes âgées de 15 à 88 ans

Source: OFS – Omnibus TIC

© OFS 2022

Selon le sexe, 51% des hommes et 40% des femmes pensent à avoir vu de tels contenus mais cette différence n'est significative que pour les générations au-dessus de 30 ans.

L'âge joue un rôle central dans les modalités d'utilisation d'Internet, en particulier pour l'activité sur les réseaux sociaux, et les jeunes sont effectivement les plus nombreux à déclarer avoir vu des contenus faux ou douteux. La proportion est de 62% pour les 15–29 ans et chute à 26% pour les 60 ans et plus. Le niveau de formation (personnes de 25 ans et plus) montre également une nette différenciation. Mieux on est formé, plus l'on détecte

[6] Voir également l'étude: Daniel Vogler et al., Wahrnehmung von Desinformation in der Schweiz, in *Jahrbuch Qualität der Medien*, Studie 1/2021.

[7] Pour le détail des résultats de ces trois activités, voir sur le portail de l'OFS: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 16 – Culture, médias, société de l'information, sport → Société de l'information

[8] Sans en connaitre ni le contexte précis (sites ou plateformes sur lesquelles ces contenus ont été repérés) ni la fréquence.

ces contenus (55% vs 23%). La situation financière du ménage ne marque pas de contraste aussi marqué, la proportion variant entre 53% et 43%.

C'est la variable du niveau de compétences numériques qui dessine le profil le plus contrasté. 65% des personnes disposant de compétences numériques plus que basiques ont vu des informations fausses ou douteuses, 45% de celles avec des compétences de base et 23% seulement des internautes avec de faibles compétences[9]. Enfin, une différence significative apparait entre la Suisse romande (49%) et la Suisse italienne (38%).

Toutes ces caractéristiques sont étroitement liées avec des variations dans les usages, qui déterminent l'intensité d'utilisation d'Internet. De cette variable d'intensité, qui tient compte de la fréquence et de la durée d'utilisation, dépend le degré d'exposition potentielle à la désinformation en ligne. Les internautes assidus, – utilisateurs quotidiens et durant plus de 10 h par semaine – sont 62% à avoir vu des contenus douteux contre 36% des internautes moyens[10]. Si on analyse la situation pour les seuls internautes assidus, tant le sexe (68% des hommes vs 56% des femmes) que l'âge (70% des 15–29 ans vs 47% des 60+) et surtout les compétences numériques (71% vs 37%) marquent toujours des différences significatives. Les compétences numériques apparaissent centrales pour cette problématique de la désinformation en ligne.

La reconnaissance de contenus douteux par 45% de la population totale peut être comparée à celle des internautes exerçant les activités touchées par la désinformation. Sur les 4,4 millions d'utilisateurs de réseaux sociaux, 56% (2,4 millions) déclarent avoir vu des contenus faux ou douteux. La proportion est de 52% parmi les internautes qui consultent les nouvelles en ligne (2,7 millions) et de 50% parmi les utilisateurs de messageries instantanées (3 millions). Soumis à un risque d'exposition plus important, ils sont bien sûr proportionnellement plus nombreux à avoir repéré de tels contenus. Dans tous les cas, la moitié des utilisateurs a pensé avoir vu des contenus faux ou douteux. À l'inverse, il faut noter que la part des utilisateurs qui n'en détectent pas reste considérable. Presque la moitié des utilisateurs d'Internet les plus exposés de par leurs activités déclare ne pas avoir vu de tels contenus.

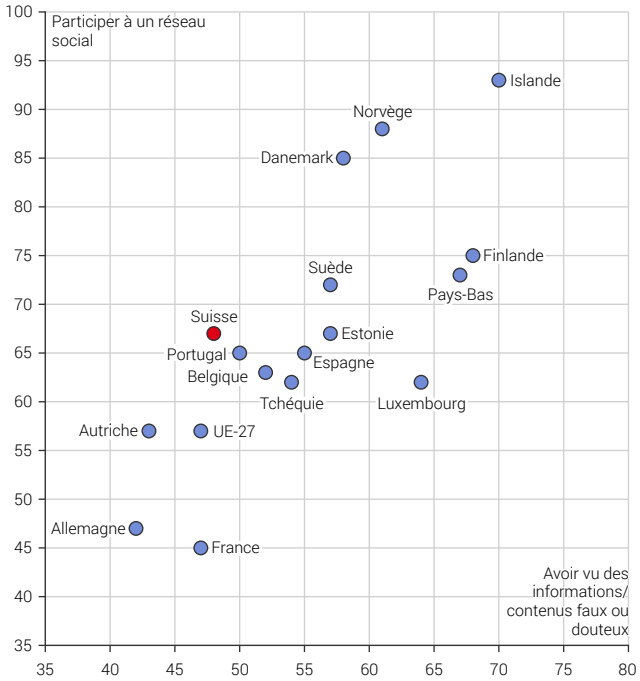
II. Comparaison internationale:
Les pays européens (UE-27 + AELE) effectuent une enquête annuelle sur l'utilisation d'Internet. Les principaux résultats sont disponibles sur le portail d'Eurostat: www.ec.europa.eu/eurostat/fr/web/digital-economy-and-society/data/database.

Le questionnaire de l'Omnibus TIC est construit sur ce modèle européen afin de garantir la comparabilité internationale. Cette comparaison est établie pour la population âgée de 16 à 74 ans. Les résultats en comparaison internationale sont ainsi légèrement différents des résultats pour la Suisse seule, qui portent sur la population âgée de 15 à 88 ans.

La comparaison internationale fournit des indices parlants. Le nuage de points constitué par le croisement entre la participation aux réseaux sociaux et le fait d'avoir vu des informations fausses ou douteuses confirme la corrélation entre les deux. En Islande, 93% de la population participe aux réseaux sociaux et 70% déclare avoir été exposé à de la désinformation. Dans le bas du graphique, l'Allemagne montre des taux respectivement de 47% et 42%. En Suisse, la proportion de personnes ayant vu des contenus faux ou douteux (48%) est proche de la moyenne européenne (47%) tandis que la proportion d'utilisateurs des réseaux sociaux (67%) est de 10 points supérieure (UE 57%).

Avoir vu des informations/contenus faux ou douteux et participer à un réseau social, en 2021

En % de la population [1] **G 2**



[1] Population des personnes âgées de 16 à 74 ans

Sources: OFS – Omnibus TIC, Eurostat

© OFS 2022

[9] Pour la définition des compétences numériques, voir OFS, *répartition inégale des compétences numériques parmi les utilisateurs d'Internet en Suisse*, Neuchâtel, 2021: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 16 – Culture, médias, société de l'information, sport → Société de l'information

[10] Internautes quotidiens mais en moyenne durant moins de 10 h par semaine.

Ainsi, en comparaison internationale, la proportion de la population estimant avoir vu des contenus faux ou douteux en Suisse apparaît comme plutôt basse. Par rapport à des pays avec des taux d'utilisation des réseaux sociaux analogues, tels l'Estonie et l'Espagne, cette proportion est nettement inférieure. Alors que la Suisse se situe en général nettement au-dessus de la moyenne européenne pour la diffusion des différents usages d'Internet, et juste derrière le groupe de pays les plus avancés dans la transformation numérique (pays scandinaves et Pays-Bas), elle apparait ici dans la moyenne.

La situation est très similaire pour les deux autres activités (messageries, nouvelles en ligne), pour lesquelles la position de la Suisse est plutôt favorable et contraste avec la proportion de la population déclarant avoir été exposée à la désinformation. Ainsi, en ce qui concerne l'utilisation de messageries instantanées, la Suisse est parmi les pays les plus avancés avec 90% d'utilisateurs, 20 points de plus que la moyenne européenne. Pour ce qui est de la lecture des nouvelles en ligne, la Suisse (78%) est également bien au-dessus de la moyenne européenne (64%).

Cette position en retrait de la Suisse ne peut pas être interprétée uniquement comme le fait d'internautes moins attentifs ou moins compétents à repérer la désinformation que dans d'autres pays. En effet, il n'est pas impossible qu'Internet soit en quelque sorte moins «pollué» par des contenus faux ou douteux dans notre pays, ce qui signifierait que les internautes en Suisse seraient moins exposés à ce genre de contenu[11]. Par conséquent, il est pertinent d'étudier également les réactions des internautes face à un contenu identifié comme douteux.

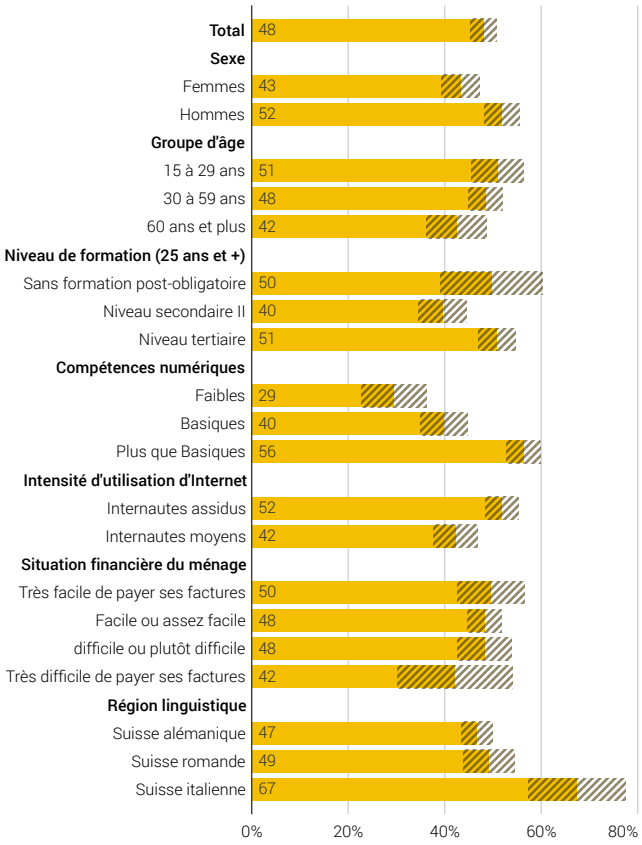
3. Qui vérifie les informations douteuses?

Le fait de détecter et de contrôler l'information implique une prise de conscience de la possibilité de désinformation. Cette prise de conscience est fondamentalement liée à une culture de l'information et médiatique[12].

Parmi les 45% de la population ayant estimé avoir vu de fausses informations en ligne, une petite moitié déclare en avoir vérifié la véracité (48%). Cela représente 1,5 million de personnes, soit 22% de la population totale.

Avoir vérifié la véracité des informations/contenus, en 2021

En % des répondants[1] **G 3**



[1] Personnes ayant vu des informations/contenus faux ou douteux

Source: OFS – Omnibus TIC

© OFS 2022

Qui sont, tendanciellement, les personnes qui vérifient le plus les informations qui leur ont semblé fausses ou douteuses? Les internautes avec des compétences numériques plus que basiques sont 56% à contrôler, contre 29% seulement de ceux avec de faibles compétences. Le niveau de formation détermine une différence significative entre le niveau tertiaire (51%) et secondaire II (40%). L'intensité d'utilisation, étroitement liée aux compétences numériques et au niveau de formation, montre également une différence significative (52% vs 42%). Ceux qui utilisent moins Internet sont moins empressés à contrôler l'information.

Il est intéressant de relever que l'âge et la situation financière n'apparaissent pas significativement liés au fait de contrôler les informations douteuses. Si les internautes les plus jeunes et les plus à l'aise financièrement repèrent plus fréquemment de fausses informations, ils ne sont pas plus prompts à en contrôler la véracité. On relèvera encore que les hommes disent plus fréquemment vérifier les informations que les femmes (52% vs 43%). Enfin, alors qu'ils ne sont que 38% de la population à avoir vu des informations fausses, les résidents de Suisse italienne ont significativement plus tendance à en vérifier la véracité (67%) que ceux des autres régions linguistiques.

[11] Voir à ce propos, Humprecht, Edda; Esser, Frank; Van Aelst, Peter (2020). Resilience to online disinformation: A framework for cross-national comparative research. *International Journal of Press/Politics*, 25(3):493-516. DOI: www.doi.org/10.1177/1940161219900126

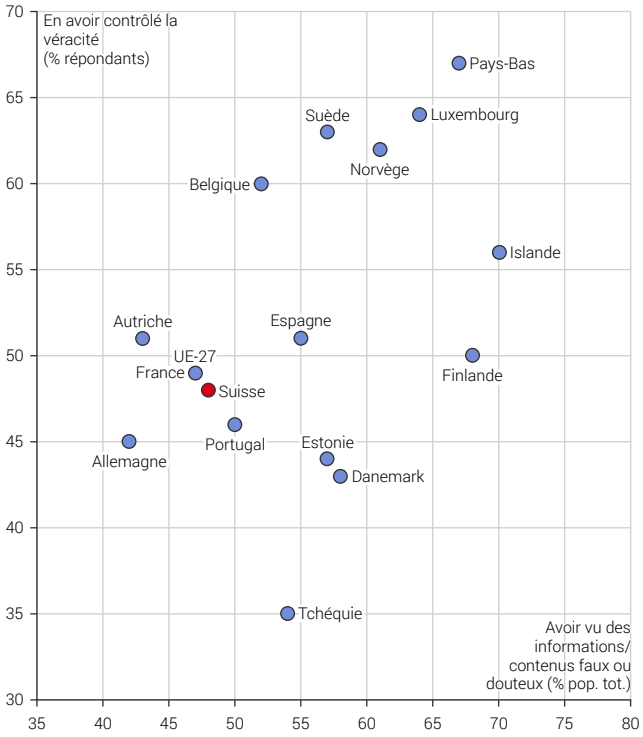
[12] Fait de disposer d'un ensemble de connaissances et de compétences permettant de reconnaître l'existence d'un besoin d'information et d'avoir la capacité et la discipline de trouver l'information adéquate, de la comprendre, de l'exploiter et de la communiquer, (GDT, culture de l'information (gouv.qc.ca))

Au final, plus le niveau de compétences numériques et le niveau de formation sont élevés, plus les internautes vérifient les informations qui semblent fausses ou douteuses. Mais ce qui ressort aussi de cet examen est le fait que les jeunes générations, alors qu'elles repèrent plus fréquemment de fausses informations, ne les contrôlent pas dans la même proportion.

La comparaison internationale, croisant le fait d'avoir vu de fausses informations et celui d'en avoir vérifié la véracité, montre un positionnement de la Suisse à nouveau très proche de la moyenne européenne. La corrélation entre les deux variables apparait moins forte qu'attendue et le positionnement des pays révèle une dispersion relativement importante. Le graphique oppose la Tchéquie, le Danemark et l'Estonie, qui se caractérisent par une faible propension à la vérification, aux Pays-Bas, à la Suède, au Luxembourg et à la Norvège qui montrent la plus forte proportion d'internautes contrôlant les informations douteuses. Le positionnement de la Suisse, très proche de l'UE, signifie que les internautes ayant repéré des contenus douteux ne vérifient ni plus ni moins que la moyenne de leurs homologues européens.

Avoir vu des informations/contenus faux ou douteux et en avoir vérifié la véracité, en 2021

En % de la population[1] et en % des répondants[2] **G 4**



[1] Population des personnes âgées de 16 à 74 ans
[2] Personnes ayant vu des informations/contenus faux ou douteux

Sources: OFS – Omnibus TIC, Eurostat

© OFS 2022

Cependant, dans la mesure où le niveau de compétences numériques est fortement lié tant au repérage de la désinformation qu'à son contrôle, la position de la Suisse apparait comme plutôt défavorable. En effet, en ce qui concerne le niveau de compétences numériques, la Suisse se situe bien au-dessus de la moyenne européenne[13]. Cela devrait logiquement se refléter dans la manière d'aborder la désinformation en ligne, donc par une plus forte proportion de vérification que la moyenne. Or, en Suisse, les internautes qui identifient des informations comme fausses ou douteuses ne les contrôlent pas aussi fréquemment que ceux de plusieurs autres pays parmi les plus avancés dans la transformation numérique et à niveau de compétences numériques équivalent. Il est donc pertinent de se pencher sur les raisons qui conduisent les internautes à ne pas vérifier ce type d'informations.

4. Pourquoi ne pas vérifier?

Une petite moitié des internautes vérifie les informations douteuses vues sur les réseaux et l'autre moitié, soit 1,7 million de personnes, ne le fait pas. Deux raisons principales, non exclusives, ont été mesurées dans l'enquête[14].

Le grand nombre de personnes qui déclare ne pas vérifier les informations douteuses est constitué au quatre cinquièmes d'internautes qui déclarent qu'ils savaient déjà que l'information ou sa source n'étaient pas fiables (1,3 million de personnes). Parmi ces derniers, qui reconnaissent d'emblée le caractère fallacieux de certains contenus, on relève des différences significatives selon le niveau de formation, les compétences numériques et la situation financière. En revanche aucune différence significative n'apparait selon l'âge, alors que cette variable est le plus souvent discriminante dans le domaine des TIC. Cela signifie que, malgré leur utilisation plus intensive d'Internet, les jeunes en général ne sont pas plus au clair à priori sur la nature douteuse d'une information que les internautes plus âgés.

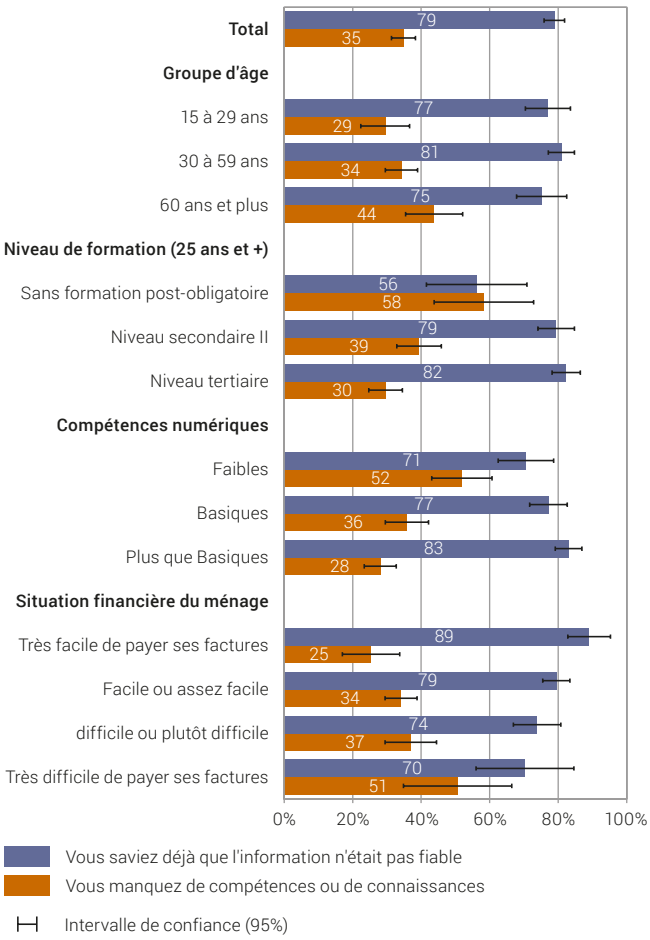
La deuxième raison enquêtée, le manque de compétences ou de connaissances, permet de mesurer plus précisément le risque que représente la désinformation. Un bon tiers des internautes qui n'ont pas vérifié (35%) font état de compétences ou de connaissances insuffisantes. En Suisse, face à une information identifiée comme fausse ou douteuse, 580 000 personnes se sont trouvées démunies pour en contrôler la véracité. Sans surprise, cette raison est plus fréquemment invoquée par les personnes de bas niveau de formation ou de faibles compétences numériques.

[13] Voir l'indicateur sur le portail OFS: www.statistique.ch → Trouver des statistiqeus → 16 – Culture, médias, société de l'information, sport → Indicateurs stratégiques → Formation, recherche et innovation → Diplômés, compétences numériques et recherche et développement

[14] La troisième option de réponse, «*Pour d'autres raisons*», qui est mentionnée par 48% des répondants, ne détermine aucune différenciation significative.

Raisons de ne pas vérifier la véracité des informations/contenus faux ou douteux, en 2021

En % des répondants[1] **G 5**



[1] Personnes n'ayant pas vérifié la véracité des informations/contenus faux ou douteux

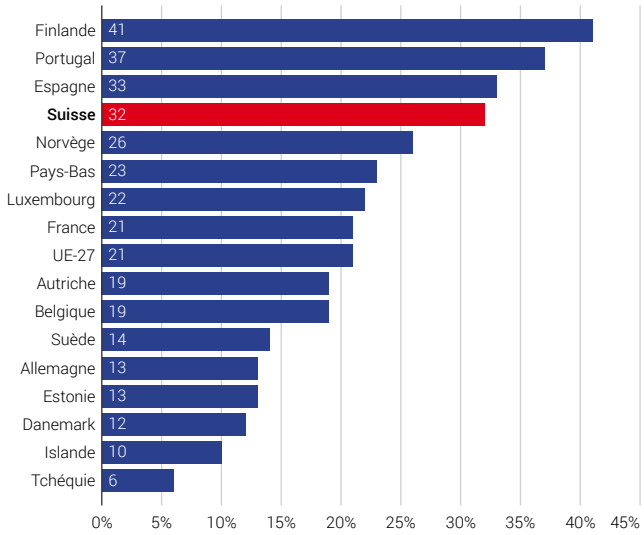
Source: OFS – Omnibus TIC © OFS 2022

Plus étonnante, voire préoccupante, est la proportion relativement élevée d'internautes de formation tertiaire (30%) ou de compétences numériques plus que basiques (28%) qui donnent cette raison de ne pas vérifier les fausses informations repérées sur les réseaux. Au-delà des compétences numériques en général, c'est le signe, dans les catégories les mieux formées, d'un déficit de «littératie informationnelle»[15].

La comparaison internationale révèle l'existence en Suisse d'une proportion d'individus faisant état d'un manque de compétences ou de connaissances très nettement supérieure à la moyenne européenne. La Suisse, avec 32%, arrive au 4e rang. Bien évidemment cette auto-évaluation dépend de contextes culturels très différents mais ce résultat pointe à nouveau dans le sens d'un manque de compétences suffisantes en Suisse pour réagir de manière adéquate aux fausses informations en ligne.

N'a pas vérifé la véracité par manque de compétences ou de connaissances, en 2021

En % des répondants [1] **G 6**



[1] Personnes n'ayant pas vérifié la véracité des informations/contenus faux ou douteux

Sources: OFS – Omnibus TIC, Eurostat © OFS 2022

5. Méthodes de vérification et risques

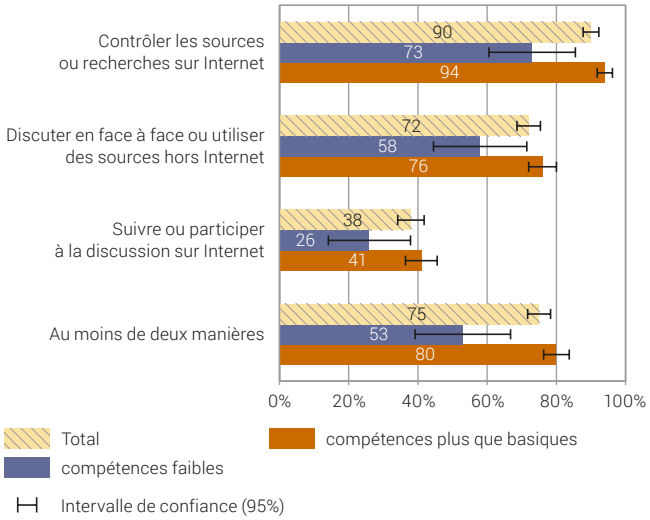
En Suisse, durant le premier trimestre 2021, 1,5 million de personnes déclarent avoir contrôlé la véracité d'informations fausses ou douteuses repérées en ligne. La qualité de ce contrôle joue un rôle clé dans la limitation de la diffusion de tels contenus. Le questionnaire propose trois modalités de vérification aux répondants, plus ou moins porteuses de risques, de biais de confirmation, d'enfermement ou d'accélération de la diffusion.

En premier lieu, 90% des internautes ayant vérifié les contenus douteux l'ont fait en contrôlant les sources ou en recherchant d'autres informations sur Internet. Cette première manière de vérifier la véracité des contenus est proportionnellement plus utilisée par les internautes les plus compétents. En-dessous de 65 ans, il n'y a pas de différence significative selon l'âge. Cette modalité présente en principe une bonne méthode de vérification mais reste sujette au risque du biais de confirmation, soit le biais cognitif qui consiste à privilégier les informations confirmant ses idées préconçues ou ses hypothèses, l'internaute pouvant trouver en ligne la confirmation de ses croyances.

[15] C'est-à-dire la capacité à utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour s'informer sur un sujet voulu.

Manières de vérifier la véracité des informations selon les compétences numériques, en 2021

En % des répondants[1] **G7**



[1] Personnes ayant vérifié les informations/contenus faux ou douteux

Source: OFS – Omnibus TIC

© OFS 2022

En comparaison internationale, la Suisse est proche de la moyenne européenne (87%) et ne se démarque pas de la majorité des pays, entre lesquels les différences sont réduites.

La seconde modalité, – discuter avec d'autres personnes en face à face ou utiliser des sources qui ne sont pas en ligne – devrait garantir un contrôle efficace et éviter l'accélération de la diffusion. Le fait de sortir d'Internet limite à priori le risque de chambre d'écho en considérant les avis de personnes de référence: 72% des internautes ont vérifié de cette manière. Des différences significatives apparaissent selon le niveau de compétences numériques et également selon le niveau de formation (74% formation tertiaire vs 53% sans formation post obligatoire). Ce constat signale un risque réel de diffusion des fausses informations au sein de certaines catégories de la population. Les personnes les moins compétentes et les moins formées, qui sont les moins aptes à repérer la désinformation, sont également les moins susceptibles de contrôler les sources et celles qui en discutent le moins en face à face avec d'autres personnes.

En comparaison internationale, la Suisse (74%) apparait au deuxième rang des pays dans lesquels la proportion de personnes procédant à la vérification en discutant «offline» ou utilisent des sources hors Internet est la plus élevée. Seule la Suède (89%) montre une proportion supérieure à la Suisse. Les contrastes entre pays sont plus importants que pour la première modalité de vérification. La moyenne européenne s'établit à 52%, la proportion est de 40% au Danemark et de 21% seulement en Tchéquie. Cet indicateur apporte un élément positif dans l'évaluation de la situation en Suisse puisque cette manière de vérifier est un bon moyen de limiter le risque.

Les risques d'amplification et d'accélération de la circulation de fausses informations sont les plus importants pour la dernière modalité, soit celle qui consiste à vérifier en suivant ou en participant à des discussions en ligne. 38% des répondants indiquent avoir vérifié de cette manière, ce qui représente près de 590 000 personnes. Aucune caractéristique ne détermine de différence significative pour cette modalité de contrôle mis à part l'intensité d'utilisation d'Internet (42% pour les internautes assidus vs 29% pour les internautes moyens), évidemment liée au fait de passer du temps à communiquer sur les réseaux.

L'évaluation en termes de risque doit considérer le fait que les trois méthodes ne sont pas exclusives. Vérifier simultanément de différentes manières limite clairement les risques. 75% des répondants déclarent vérifier d'au moins deux manières et plus les compétences numériques sont élevées, plus la proportion augmente. Le danger le plus aigu réside auprès des 340 000 personnes qui n'utilisent qu'une seule méthode ou de ceux qui vérifient exclusivement en ligne.

En comparaison internationale, la proportion des personnes qui contrôlent en participant ou en suivant les discussions en ligne apparait comme relativement élevée en Suisse (38%). Elle est supérieure à la moyenne européenne (30%) mais bien en retrait de celles de l'Autriche (50%), du Portugal (52%) ou de la Finlande (62%). Cette forte proportion pour la Suisse signale ainsi un risque plus élevé que dans d'autres pays de ne pas identifier correctement une fausse information. Cependant cet indicateur est en quelque sorte contrebalancé par la bonne position du pays en ce qui concerne la discussion en face à face ou la recherche hors ligne.

6. Conclusion

La problématique de la désinformation en ligne est apparue en pleine lumière dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Toute la période, – notamment la période de la 3e vague au printemps 2021 durant lequel l'enquête a été effectuée –, a multiplié le risque d'exposition à des informations potentiellement fausses ou douteuses sur les réseaux sociaux et les sites d'information. Comment appréhender la situation en Suisse?

La Suisse fait partie des pays les plus avancés dans la transformation numérique. Une grande majorité de la population est utilisatrice des services Internet sujets à la diffusion de fausses informations (réseaux sociaux, sites d'information, messageries instantanées). Par ses usages, la population suisse est à priori très exposée.

Un premier résultat montre qu'en Suisse les internautes déclarent moins fréquemment voir des informations fausses ou douteuses que dans les pays les plus avancés dans la transformation numérique (CH: 48%; UE-27: 47%). Ce résultat peut paraitre paradoxal étant donné la forte utilisation d'Internet, mais il pourrait aussi signifier que les contenus douteux sont moins diffusés dans notre pays. Il est cependant impossible de trancher de manière claire sur la base des évaluations subjectives des répondants à l'enquête.

Lorsque de telles informations sont repérées, près de la moitié des internautes en vérifient la véracité. La plupart de ceux qui ne contrôlent pas ces informations disent savoir déjà qu'elles sont douteuses ou que les sources ne sont pas fiables. Il reste néanmoins environ un tiers d'entre eux qui reconnaissent

ne pas savoir comment contrôler ces contenus douteux. Ces 580 000 personnes présentent le risque le plus élevé de participation à la diffusion et à l'accélération de la diffusion de fausses informations.

Les personnes qui vérifient les informations douteuses utilisent le plus souvent plus d'une méthode de vérification et une grande proportion procède de la manière la plus adéquate en discutant en face à face ou en utilisant des sources hors d'Internet. Cependant une minorité reste très exposée au risque en ne pratiquant qu'une méthode de vérification, en particulier en suivant ou en participant à des discussions en ligne.

L'analyse des différents résultats selon les caractéristiques sociodémographiques confirme le rôle fondamental des compétences numériques et du niveau de formation dans la manière d'aborder les contenus perçus comme douteux.

Limiter le risque de la désinformation en ligne, pour la société en général, au-delà de la question de la régulation des intermédiaires et plateformes, parait devoir passer par l'élévation du niveau de compétences de la population: compétences numériques pour la compréhension du fonctionnement d'Internet et littératie de l'information et des médias pour maîtriser le contrôle de l'information. Il apparait clairement que le renforcement de ces compétences est une des conditions pour parvenir à un des objectifs clefs de la stratégie Suisse numérique: que la numérisation se fasse au bénéfice de toutes et tous[16].

[16] Stratégie Suisse numérique: www.digitaldialog.swiss/fr/

Éditeur:	Office fédéral de la statistique (OFS)
Renseignements:	Yves Froidevaux, WSA, tél. 058 463 67 26
Rédaction:	Yves Froidevaux, WSA
Série:	Statistique de la Suisse
Domaine:	16 Culture, médias, société de l'information, sport
Langue du texte original:	Français
Mise en page:	section DIAM, Prepress/Print
Graphiques:	section DIAM, Prepress/Print
En ligne:	www.statistique.ch
Imprimés:	www.statistique.ch Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, order@bfs.admin.ch, tél. 058 463 60 60 Impression réalisée en Suisse
Copyright:	OFS, Neuchâtel 2022 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.
Numéro OFS:	824-2100